

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE

NOUVELLE SÉRIE. — TOME XXIV

(LXVIII^e DE LA COLLECTION)

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE

5, RUE SAINT-SIMON, 5

1900

TALLEYRAND

ET

LES AFFAIRES D'ESPAGNE EN 1808

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

Dans une lecture que j'avais l'honneur de faire à l'Institut ¹ sur le séjour des princes d'Espagne à Valençay, je citais quelques passages de lettres de Talleyrand à l'Empereur, au printemps de l'année 1808. Je voudrais donner aux lecteurs de la *Revue* le texte de cette correspondance, non plus par fragments mais dans son intégrité.

Seule, elle ne suffirait pas à suivre le fil de la tragi-comédie jouée par Napoléon avec trop de bonheur à cette époque, mais elle colore d'un jour nouveau un épisode obscur. Qui n'ignore pas les événements y doit trouver des éclaircissements précieux sur les personnages, y peut savourer des détails, y reconnaîtra le savoir-faire et l'empressement avisé de M. de Talleyrand. Son rôle si équivoque, si controversé dans les affaires d'Espagne, sur lequel il s'est complu tout le premier à jeter de l'ombre, ce rôle est éclairé par certains endroits d'une discrète lumière. L'homme habile ici ne peut renier son écriture. Ceci dit sans métaphore, ces documents étant les originaux des grandes feuilles de papier à tranches dorées où courent les caractères menus, coupés, sautillants du prince et où les formules du plus profond respect laissent, comme il convient, de larges blancs et des espaces réglementaires pour aller rejoindre la signature « Charles-Maurice, » dans le coin à droite, tout au bas de la dernière page ².

¹ Académie des sciences morales et politiques. Séance du 24 mars 1900.

² Ces lettres sont au nombre de douze. Je ne sache pas qu'elles aient

I.

On sait assez la position des acteurs : l'Empereur est parti pour Bayonne (2 avril), afin de presser le dénouement encore incertain du troisième acte qui se joue derrière le rideau des Pyrénées ; il veut se trouver à même de prendre une décision sur l'heure et sur place. En Espagne, la révolution d'Aranjuez vient d'avoir lieu, Charles IV paraît détrôné, Ferdinand VII lui succède. Le trouble, l'hésitation, l'inquiétude, sont partout. La présence de nos troupes, commandées par Murat, paralyse peut-être la résistance, mais n'assure pas la conquête du royaume qu'elles occupent. Talleyrand est resté à Paris, sans rôle officiel, puisque Champagny est ministre des relations extérieures ; cependant sa situation de vice-grand électeur lui laisse une influence toute particulière, augmente le prestige de son renom d'habileté. Il écrit à Napoléon en homme de l'intimité, il se fait agréable et donne, sous ce voile de la bonne grâce, un conseil retors avec un coup de griffe. Peu à peu il se trouve pris dans ses propres filets, et mêlé, dans une posture qu'il n'avait peut-être pas rêvée, aux événements.

Comme volontiers il croyait servir de centre à l'équilibre de l'Europe (pas un étranger de distinction de passage à Paris qui ne vint chez lui), il affecte d'entretenir l'Empereur des nouvelles diplomatiques de la capitale. En avait-il l'ordre ? Il en prend du moins la peine, et chez lui on sent le désir de paraître prévoyant autant que bien informé, de se rendre nécessaire, de remettre la main au gouvernail. Dans ces cas-là, un homme politique est bien près d'être un courtisan. Il est différentes manières de le devenir ; la plus raffinée convenait seule à un esprit aussi astucieux que l'était le prince de Bénévent. Blâmer la politique impériale pour exalter la personne de l'Empereur ne lui sembla pas un tour de force si malhabile ; les sous-ordres : généraux, ambassadeurs, ministres, dans ce cas sont allégrement sacrifiés. Se faire aussi l'écho du sentiment public en se mon-

jamais figuré dans une publication concernant le prince de Bénévent, ni qu'on les ait déjà utilisées dans aucun travail historique. Les Archives nationales les possèdent toutes dans le carton 1680 de la série A. F. IV, sauf une seule, distraite pour figurer au *Musée*, sous le n° 1535.

trant le mieux compris de tous les personnages en vue est une autre finesse. Sans paraître trop influencé par la rumeur des salons, Talleyrand la note, l'exagère et la communique comme une approbation de ses propres idées, comme une force latente massée derrière lui. Il est donc possible de concilier l'adulation de sa correspondance avec la critique de sa conversation, critique dont M^{me} de Rémusat était alors le témoin quotidien : « Il était mécontent, blâmait hautement tout ce qu'on faisait et ce qu'on allait faire. » La fine mouche qu'était cette femme, d'un esprit supérieur au caractère, a probablement deviné le fond du sac de ces réticences dédaigneuses : « Dans cette occasion, il se voyait écarté, et pour la première fois, Bonaparte apprenait à se passer de lui ¹. »

Les lettres suivantes ont en partie le but de démontrer à l'Empereur la nécessité d'y recourir.

Paris, 9 avril [1808].

.... M. l'ambassadeur d'Espagne ² a reçu un courrier. Ses lettres sont du 2 avril. Le prince des Asturies ³ lui écrit comme roi : au milieu de protestations pour Votre Majesté il dit dans sa dépêche que les affaires sont trop nombreuses et trop importantes pour qu'il puisse quitter Madrid, et il ajoute qu'il envoie au-devant de Votre Majesté l'infant don Charles ⁴. C'est le second de la famille. Dans la dépêche de M. de Cevallos ⁵ qu'a reçue l'ambassadeur, il n'est point question de la protestation du roi. Dans le paquet il n'y avait point de lettres pour M. Isquierdo ⁶, qui est absolument sans nouvelles.

Paris est dans cet état de froid et de langueur qu'il éprouve toujours lorsqu'il est privé de la présence de Votre Majesté et de celle de

¹ *Mémoires de M^{me} de Rémusat*, t. III.

² Prince Masserano, capitaine des gardes de Charles IV; son ambassadeur en France de 1805 à 1808. Grand maître des cérémonies du roi Joseph. Fixé en 1814 à Paris, où il mourut en 1837.

³ C'est Ferdinand VII (1784-1834).

⁴ Don Carlos de Bourbon (1788-1835), deuxième fils de Charles IV, réclama, à la mort de son frère Ferdinand VII, le trône au nom de la loi salique, et soutint sept années, les armes à la main, ses droits qu'il transmit à son fils, le comte de Montemolin, et à son petit-neveu le duc de Madrid.

⁵ Don Pedro Cevallos (1764-1840), homme d'État espagnol, servit Charles IV, se rallia à Ferdinand VII, se soumit à Joseph, puis rentra dans le parti de Ferdinand. Il devint le chef de la Junte centrale. Ambassadeur à Naples en 1814. Disgracié en 1820.

⁶ Don Eugenio Isquierdo de Ribera (1760-1813). Conseiller d'État. Employé par le prince de la Paix dans des missions secrètes, particulièrement lors du traité de Fontainebleau (octobre 1807), et très mêlé à toutes les intrigues franco-espagnoles de cet hiver de 1808.

Sa Majesté l'Impératrice. Du reste, tout y est calme, et les sentiments y sont bons ainsi que le langage...

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté l'assurance du profond respect avec lequel je suis,

Sire,

de Votre Majesté impériale et royale,
le très humble, très obéissant et très fidèle serviteur et sujet.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

Cette lettre se termine par un bouquet d'un parfum d'adulation un peu fort, dont Talleyrand d'habitude savait mieux nuancer et l'odeur et la gamme; la missive suivante débute par ce conseil de prudence dont il ne se départit jamais dans ces affaires d'Espagne et qui peut constituer le seul mérite de sa conduite : ne pas sortir de France, ne pas franchir les Pyrénées :

Paris, 21 avril [1808].

Sire,

J'ai reçu la lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire de Bayonne le 15¹. J'espère que Bayonne est le terme où s'arrête Votre Majesté, et qu'elle ne s'éloignera pas davantage. Je l'espère parce que je le désire, et d'autant plus ardemment que je retrouve ce même vœu chez les personnes les plus attachées à Votre Majesté.

L'ambassadeur turc² ayant reçu un courrier de sa cour m'a demandé un rendez-vous. Je l'ai vu ce matin. Son courrier lui a apporté une lettre du Grand Seigneur³ pour Votre Majesté. Il envoie son drogman à Bayonne avec cette lettre.

On le presse beaucoup, m'a-t-il dit, de faire connaître le résultat des conférences qu'on suppose qu'il a eues avec M. de Tolstoï⁴ pour le rétablissement de la paix. L'ambassadeur venait donc me demander si M. de Tolstoï ne m'avait pas fait quelque communication relative à la paix; je lui ai répondu que s'il y avait eu à cet égard des communications de faites, elles avaient été adressées directement à M. de Champagny, mais que je l'ignorais.

Le langage de M. de Tolstoï ne paraît pas s'être amélioré. Dinant dernièrement chez son banquier, il doit avoir dit ces propres mots :

¹ Cette lettre du 15 avril ne se retrouve pas dans la correspondance de l'Empereur.

² Moouhib Effendy.

³ Mustapha IV, sultan depuis le 29 mai 1807 et qui allait être étranglé le 15 novembre 1808.

⁴ Comte Pierre Tolstoï (1769-1844). Lieutenant général russe. Ambassadeur à Paris (novembre 1807-décembre 1808). Reprit du service en 1812, fit la campagne d'Allemagne en 1813, de France en 1814, de Pologne en 1834.

« Depuis quelque temps j'ai expédié quatre courriers, annonçant le premier l'annexion de la Toscane, le second l'invasion du Portugal, le troisième l'invasion de Rome, le quatrième celle d'Espagne. Qu'annoncera le cinquième, je l'ignore. »

Au reste, tout ce levain d'humeur chagrine disparaîtra, du moment qu'on pourra s'entendre sans intermédiaire, quoiqu'il soit naturel de penser que des explications seront demandées, et difficile de croire que l'on puisse être satisfait si l'on n'obtient pas ce que l'on désire avec tant d'ardeur relativement à la Turquie.

On avait répandu des nouvelles de Rome ces jours derniers : le pape, après avoir créé douze cardinaux, avait abdicqué, et on lui avait donné pour successeur l'archevêque de Palerme ¹. M. Alquier ² a beaucoup dit que cette nouvelle était sûrement fausse, qu'elle avait couru trois fois en Italie pendant le dernier hiver, et que les Italiens la débitaient par passe-temps et comme un bon mot. Des lettres récentes de Rome ont détruit tout ce mensonge.

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté l'hommage, etc.

L'Empereur fut piqué des propos de l'ambassadeur du Czar ; et tout en voilant son dépit sous la fanfaronnade, il ne put s'en taire dans l'intimité de sa correspondance : « J'ai peine à croire que M. Tolstoï ait tenu le langage qu'on lui prête. C'est un quolibet parisien.... Je puis avoir des démêlés avec Rome et avec l'Espagne, cela ne regarde pas la Russie ; c'est pour moi les frontières de la Chine. Je suis bien avec tout le monde et en mesure d'être mal avec qui voudra.... Toutefois donnez à dîner quelquefois à M. de Tolstoï ³. » — M. de Tolstoï acceptait, mais continuait de fréquenter avec une assiduité peu diplomatique le faubourg Saint-Germain et en particulier le salon de M^{me} Récamier, poussant, vis-à-vis de la société bonapartiste, jusqu'à l'hostilité sa froideur auprès de l'Empereur, si bien qu'une querelle avec le maréchal Ney avait manqué se terminer l'épée à la main.

Les nouvelles de Saint-Petersbourg et les on dit de Rome sembleraient sans liaison apparente avec les événements de Madrid. Ne sont-ce pas là les antipodes ? M. de Talleyrand néanmoins ne manque pas de les glisser dans les lettres où il s'en-

¹ Mgr Rafael-Mormile, archevêque de Palerme (1803-1813).

² Ambassadeur de France à Rome depuis le mois de mai 1806 jusqu'à la fin de février 1808.

³ Bayonne, 25 avril 1808.

tretient de l'Espagne. M. de Talleyrand a raison de les rapprocher dans son esprit : entre l'extrême nord et l'extrême midi de l'Europe, il existe déjà une affinité secrète qui domine les circonstances; l'immense empire semble ployer à droite et à gauche sous la pression de ces deux voisins. Napoléon ne veut pas l'avouer, mais il le devine : il ne se lancera à plein corps dans la conquête de la péninsule ibérique qu'après la conviction acquise à Erfurt d'avoir tourné l'œil du Czar de l'autre côté. La Finlande et les principautés danubiennes servent d'appau, d'attrait et de paravent. Nous allons voir Talleyrand faire allusion à cette entrevue pour la première fois.

27 avril [1808].

Sire,

Le banquier Tortonia ¹ (*sic*) ayant écrit à des banquiers d'ici qu'il avait donné à M. Lucien Bonaparte des lettres de crédit sur Bayonne, la nouvelle en était partout répandue, lorsque parut le *Moniteur* d'hier annonçant que le prince des Asturies était arrivé à Bayonne et que le roi Charles y était attendu. On a conclu de tout cela que les affaires d'Espagne s'arrangeraient complètement à Bayonne, que Votre Majesté ne passerait point les monts et ne sortirait point de ses États. Tout le monde s'en est félicité, et moi plus que personne. Il semble que chacun perde de sa sécurité, à mesure que Votre Majesté s'éloigne, et d'autre part l'esprit national est plus flatté de penser que Votre Majesté, arbitre des destinées d'un grand peuple voisin, les aura fixées sans quitter le sein de son empire.

La cour de Saint-Pétersbourg a ressenti de la conquête de la Finlande une joie qu'elle paraît avoir communiquée à MM. de Tolstoï et d'Alopeus ²; leur physionomie est devenue moins sombre, leur langage beaucoup plus convenable.

M. de Tolstoï paraît occupé de plaire. Je ne sais si c'est lui qui a répandu le bruit d'une entrevue prochaine; mais ce n'est plus un mystère. Au surplus, comme il paraît qu'à Saint-Pétersbourg on ne songe qu'à cette entrevue, le bruit peut être venu directement de là.

Je supplie Votre Majesté de recevoir l'assurance du profond respect, etc.

¹ Fameux financier richissime de Rome, qui fut créé duc de Bracciano par le Saint-Siège. Il fut l'homme d'affaires de l'électeur de Hesse, de Charles IV, de Godoy, de Madame Lætitia. Il mourut le 24 février 1829, comme Chateaubriand le rapporte dans les *Mémoires d'outre-tombe*.

² Diplomate au service de la Russie, mais précisément originaire de Finlande; successivement ministre à Ratisbonne, à Dresde, à Berlin. Il mourut à Francfort, en 1822. Sa fille Alexandrine est l'héroïne du *Récit d'une sœur*.

De l'entrevue de Bayonne, Napoléon a donné à Talleyrand le résumé avec cette verve hautaine qui caractérise la correspondance des jours heureux. « Le prince des Asturies est ici, je le traite fort bien, mais je ne le reconnais pas. Le roi et la reine seront ici dans deux jours. Le prince de la Paix arrive ce soir.... Il faut que mon système s'achève, mon habitude n'est pas de m'arrêter en chemin. Je continue mes dispositions militaires en Espagne. Cette tragédie, si je ne me trompe, est au cinquième acte ; le dénouement va paraître ! »

En fin courtisan, le prince de Bénévent voit bien que le succès grise le maître, il appuie encore sur la prudence, puis cette dernière concession faite à la sagesse, il la masque avec empressement sous la fadeur des phrases adulatrices.

30 avril 1808. Paris.

Sire,

La lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire le 25 de ce mois a été pour moi un nouveau motif d'espérance et de joie. En m'annonçant que le dénouement est très proche, Votre Majesté semble me permettre d'espérer que tout s'arrangera à Bayonne et qu'elle ne sera pas obligée de sortir des frontières de France, ce que je désire de toute mon âme. De quelque lieu que Votre Majesté manifeste sa volonté, le résultat doit en être également infaillible. Je sais qu'il faut pourvoir à la fois au sort de l'Espagne et à celui de ses possessions dans les deux mondes, et prévenir l'usage que l'ennemi pourrait faire de la personne et du nom du jeune infant d'Espagne ², neveu de Charles IV et fils de l'infant don Gabriel, qui a suivi la maison de Bragance au Brésil ; mais les mesures à prendre pour cette fin, si elles ne sont pas déjà prises, peuvent, ce me semble, l'être en deçà des Pyrénées aussi bien qu'au delà.

Le jugement que Votre Majesté a porté du prince des Asturies ³, et l'opinion qu'elle a conçue des Espagnols qui l'entourent et qui sont au premier rang parmi leurs compatriotes, a quelque chose de bien doux pour le cœur d'un Français. Tout Français doit être fier qu'entre tant de nations que Votre Majesté a formées, ou rétablies, ou vaincues dans les trois parts (*sic*) de la terre, il n'en est aucune que Vo-

¹ Napoléon à Talleyrand. Bayonne, 25 avril 1808.

² Pierre-Charles-Antoine de Bourbon, né le 18 juin 1786, fils de don Gabriel (fils de Charles III d'Espagne) et de l'infante de Portugal.

³ « Le roi de Prusse est un héros en comparaison du prince des Asturies. Il ne m'a pas encore dit un mot ; il est indifférent à tout, très matériel, mange quatre fois par jour et n'a idée de rien. » — Lettre du 25 avril 1808.

tre Majesté estime autant que la nation française, et que si, seuls de tous les peuples, les Français ont eu la gloire d'avoir un monarque si grand, ils en sont aussi les plus dignes.

J'exécuterai les ordres de Votre Majesté en faisant insérer dans les journaux des articles tels qu'elle me le prescrit ¹.

J'ai déjà eu l'honneur de mander à Votre Majesté que le langage de M. de Tolstoï était changé en mieux. Je l'invite souvent et lui donne pour convives des militaires, ayant remarqué que bien que leur présence ne puisse lui rappeler des souvenirs agréables, en sa qualité d'homme de guerre, il est cependant avec eux plus à son aise et plus causant qu'avec des hommes d'affaires. La déclaration de sa cour relative à la Finlande lui a rendu sa bonne humeur. Cette déclaration me plaît aussi, quoique pour un motif très différent. Mais j'aime que la Russie ait fait ainsi, sans s'en douter peut-être, nos propres affaires. La voilà trop avancée pour pouvoir reculer et elle aurait trop mauvaise grâce à venir avec des objections, quelqu'elles (*sic*) puissent être, après avoir fourni elle-même les moyens d'y répondre victorieusement ².

La pitié que Votre Majesté montre pour le prince de la Paix et l'asile qu'elle lui accorde seront dignement appréciés par le temps actuel et par la postérité.

M. Isquierdo part ce soir pour Bayonne.

Je supplie Votre Majesté de recevoir l'assurance du profond respect avec lequel je suis, Sire, de Votre Majesté impériale et royale, le très humble, très obéissant et très fidèle serviteur et sujet.

CHARLES-MAURICE, PRINCE DE BÈNÈVENT.

La cour et la ville, Paris et la France regardaient les événements sans bien comprendre, mais sans éprouver encore ce sentiment de répulsion que toute âme honnête ressent aujourd'hui au seul récit de ces fourberies ; en face d'intrigues dont on ne tenait pas le fil (Talleyrand peut-être, et encore ?), chacun, comme le dit M^{me} de Rémusat, demeurait « attentif. » Un observateur perspicace de l'esprit public (existait-il alors un esprit

¹ « Faites faire des articles, non qui justifient le prince de la Paix, mais qui peignent en traits de feu le malheur des événements populaires et attirent la pitié sur ce malheureux homme. »

² « Avant même que l'occupation totale de la Finlande fût un fait accompli, s'autorisant de nos encouragements et de nos exemples, préjugant l'acte de cession qui serait arraché plus tard au roi de Suède, érigeant le droit de conquête en loi suprême, le tzar avait prononcé la réunion de la province à l'empire par simple décret, à la manière de Rome et de Napoléon. » — A. VANDAL : *Napoléon et Alexandre I^{er}*, t. I.

public?) et qui en envoyait à l'Empereur lui-même l'écho un peu adouci, Fiévée, écrivait au maître, dans un certain embarras voilé de pudeur : « Une des raisons de l'insouciance avec laquelle les Français reçoivent aujourd'hui les nouvelles du dehors est sans doute dans l'idée qu'ils se sont faite du caractère de l'Empereur; rien ne les étonne, par l'habitude qu'ils ont prise de ne lui voir rien entreprendre qu'il ne mette promptement à fin; un événement prévu devient par cela même toujours un événement accompli ¹. » Voilà pourquoi le vice-grand électeur de cet empire où il n'y avait point d'élections pouvait écrire :

Sire,

.....
L'état de l'opinion est ici le calme le plus parfait. Les affaires d'Espagne attachent tout le monde et n'agitent personne. On attend avec confiance et intérêt, comme si l'on assistait à une grande représentation. Les intérêts les plus intimes et les plus personnels de chacun paraissent tous confondus dans ceux de votre puissance, de votre système et de votre gloire....

Je supplie Votre Majesté, etc.

Paris, 2 mai 1808.

Aucune autre remarque à faire ici sinon souligner la date de la lettre : 2 mai. A Paris, « le calme le plus parfait; » à Madrid, la révolte populaire inaugurant la résistance qui va faire couler tant de sang au milieu de tant de ruines. La prévision du plus habile homme d'État est toujours courte par quelque côté : quand le prince de Bénévent traçait ces lignes dédaigneuses, pouvait-il penser que l'aiguille dorée de sa pendule marquait la première heure « du commencement de la fin? » La semaine suivante, la nouvelle du *dos de mayo* n'est pas encore parvenue jusqu'à Paris, il accentue son optimisme :

8 mai 1808.

Sire,

J'ai reçu la lettre que Votre Majesté a daigné m'adresser le 1^{er} de mai et j'ai exécuté sur-le-champ ses ordres ². J'en avais une occasion toute prête, la plupart des membres du corps diplomatique dînant chez moi. L'article « Bayonne » du *Moniteur*, dont tout le monde

¹ *Correspondance et relations avec Bonaparte*, t. II, note 55.

² Affirmer au corps diplomatique que Charles IV n'a signé son abdication que sous la menace d'être poignardé; dire qu'il a été surpris de voir à Madrid les ministres étrangers reconnaître son fils.

parlait, menait naturellement aux observations que j'avais à faire et dont personne ne pouvait contester la justesse.

M. de Masserano, auquel j'avais de plus un reproche personnel à faire, n'a point cherché à alléguer de vaines excuses. Il m'a avoué qu'il avait exécuté sans réflexion les ordres qu'il avait reçus, et qu'il s'était bien aperçu, sa lettre partie, qu'il avait eu tort.

Tout le monde ici admire la marche que les événements ont prise, marche si heureuse qu'il était impossible d'espérer davantage. Le vulgaire même se montre bien persuadé que ni celui qui s'est laissé précipiter du trône (*sic*) ni celui qui a tenté de s'y asseoir ne peuvent maintenant prétendre à y remonter, et qu'ils s'en sont exclus l'un par sa faiblesse et l'autre par sa violence.

A Paris, tout le monde fait des vœux pour Votre Majesté, et parmi ces vœux on remarque celui que Votre Majesté ne s'éloigne pas de la France.

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté l'assurance du profond respect avec lequel je suis, Sire, de Votre Majesté impériale et royale, etc.

CHARLES MAURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

II.

Qui songe un instant au sentiment patriotique des Espagnols? On en est toujours à l'abdication de Charles IV et tout semble devoir s'arrêter là. Un seul mouvement d'intérêt : la curiosité de savoir qui l'Empereur mettra à sa place. Préparer les logements du roi déchu est la grande occupation du prince de Bénévent. Il va aussi « préparer » l'opinion, et la plume déliée de d'Hauterive court déjà sur le papier. C'est heureux d'avoir sous la main des agents versés dans leur métier, et sûrs de la fidélité de leurs lectures professionnelles, car la précipitation de Napoléon a un peu brouillé les données de l'histoire, et il accommode les précédents, comme les royaumes, au gré de ses désirs. Talleyrand ne peut se taire de lui en décocher la remarque malicieuse ; sa lettre se termine par une petite leçon de « chronologie. »

Paris, 10 mai 1808.

Sire,

J'ai reçu ce matin la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 6 mai. Je réserverai pour moi seul, comme Votre Majesté me l'ordonne, les grands événements qu'elle veut bien m'annoncer. Mais je dois lui dire que ce n'est que sous le rapport de leur certi-

tude qu'ils peuvent être un objet de circonspection, car dans leur ensemble et dans leurs détails, ils sont à la connaissance de tout le monde. Je suis probablement le seul qui sache à quel point ils sont certains et incontestables, mais comme conjecture et rumeur publique, ce n'est un secret pour personne que la retraite du roi Charles à Compiègne. Depuis huit jours, c'est le sujet de toutes les conversations. Votre Majesté ne sera pas fâchée de savoir que la manière dont elle juge le caractère du roi, de la reine d'Espagne, du prince des Asturies et du prince de la Paix est d'accord avec l'opinion générale, et a d'avance disposé tous les esprits à leur future destinée.

Les ordres de Votre Majesté seront ponctuellement exécutés. Toutes les dispositions seront prises pour la réception du roi d'Espagne et pour son séjour à Fontainebleau. Un chambellan de Votre Majesté dirigera là, comme à Bayonne, tout ce qui concerne leur service. Je vais voir le ministre de la guerre pour savoir s'il a reçu des ordres de Votre Majesté relativement à leur garde, car j'imagine que jusqu'à ce que la véritable situation de ce prince soit notoirement décidée et connue, l'intention de Votre Majesté n'est pas qu'il soit traité en personne privée, même d'une grande distinction.

M. de Laval¹ partira incessamment pour Compiègne. Il ne sait de la commission que Votre Majesté lui donne que ce qu'il est nécessaire qu'il sache, et certainement sa pénétration ne lui fera pas présumer au delà de ce qui lui aura été dit.

J'ai vu M. d'Hauterive et je lui ai fait connaître les intentions de Votre Majesté. Il portera à la notice qu'il est chargé de faire tout le zèle que Votre Majesté lui connaît; elle sera rédigée sans délai et dans un esprit conforme aux vues de Votre Majesté. Je dois cependant observer que dans ce qui a déjà été publié dans les journaux, relativement à l'abdication de Charles-Quint, et même dans la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire, les dates sont forcées. Charles-Quint abdiqua en mars 1556, au milieu de la même année il partit pour l'Espagne. En Flandre, à l'époque de son départ, il ne fit aucun acte de souveraineté, et, en février 1557, il se retira dans le monastère de Saint-Just. Il y a moins d'intervalle encore dans l'abdication de Philippe V. Elle fut, pour ainsi dire, instantanée; tels sont les faits; on ne peut pas en changer la nature ni la chronologie. Néanmoins la notice sera faite dans l'intention présumée de Votre Majesté, à laquelle j'aurai l'honneur de l'adresser dans quelques jours, pour

¹ Mathieu-Paul-Louis de Montmorency, vicomte de Laval (1748-1809). Colonel du régiment d'Auvergne et maréchal de camp avant la Révolution. Il fut, sous l'Empire, colonel des gendarmes d'ordonnance et gouverneur du château de Compiègne. Il était père du duc Mathieu de Montmorency.

qu'elle veuille bien juger elle-même si ses intentions sont remplies et si elle doit être imprimée.

Votre Majesté voudra-t-elle bien me permettre de lui faire mon compliment sur les affaires d'Espagne qui sont, quant au fond, complètement finies, et qui le sont à Bayonne, comme je le désirais si vivement.

L'espérance que j'ai toujours eue que Votre Majesté ne quitterait pas la terre française me semble s'accorder mieux que jamais avec les circonstances. Les scènes de Burgos et de Madrid peuvent convenir à la politique, mais ne s'arrangent pas avec le voyage de Votre Majesté.

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

Hélas! cette joie devait être de courte durée, ces compliments n'avaient déjà plus leur raison d'être, et les fusillades venaient de détruire cette espérance. Regardant avec obstination « Bayonne » pour y trouver matière à félicitations, M. de Talleyrand est obligé de prolonger son regard jusqu'à « Madrid », et bon gré, mal gré, il reste fixé là.

Il ne peut taire « l'impression de terreur » du corps diplomatique (voilà pour l'Europe), ni celle du public parisien (voilà pour la France). Mais l'Empereur veut fermer l'oreille à ces voix désagréables, ou, s'il soupçonne une désapprobation, il prétend en répartir le poids sur les épaules de tout le monde. Talleyrand n'a point ici le rôle le plus petit et des mauvais tours on ne lui joue pas le moindre : la garde des princes exilés lui est réservée. Ce n'est pas assez d'avoir fait préparer les appartements de Compiègne, il recevra Ferdinand VII dans son propre château de Valençay. S'il en éprouve de l'embarras, tout au moins il cache son jeu et fait bonne contenance. Mais il faudrait peu le connaître pour ne pas lire à travers les lignes sa déconvenue, sa réserve, sa crainte d'une maladresse, son désir d'éviter tout éclat.

Paris, 13 mai 1808.

Sire,

Après avoir reçu la lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire le 9 de ce mois, mon premier soin a été d'appeler le directeur des travaux de Compiègne. On m'avait d'abord assuré qu'ils seraient terminés le 1^{er} juin. Mais en ayant ensuite conféré avec tout son monde, il m'a fait dire que quoi qu'on redoublât d'efforts et qu'on ne perdît pas un moment, il était impossible que tout fût prêt avant le 10 ou le

12. La chapelle est en retard. M. de Montmorency, que j'ai fait partir pour Compiègne, m'a donné le rapport ci-joint. Il doit envoyer jour par jour à M. le grand maréchal l'état des travaux.

J'ai vu une grande partie des membres du corps diplomatique et leur ai dit ce que Votre Majesté m'avait prescrit de leur dire. Les événements de Bayonne ont excité l'admiration. Il n'y a à cet égard qu'un sentiment. Les événements de Madrid y ont mêlé une sorte d'impression de terreur que j'ai pu remarquer chez les ministres mêmes des cours les plus amies. Dans le public, ces événements ont fait aussi une impression vive et profonde. Tout ce qui revient de la légation de Russie prouverait qu'à Saint-Petersbourg on est bien décidé à ne point se mêler des affaires du Midi, et à cet égard les propos sont bons.

Presque aussitôt après la lettre de Votre Majesté, les ordres qu'elle m'a fait adresser par M. le grand maréchal¹ me sont parvenus et la lettre du 9 mai, par laquelle Votre Majesté les confirme en les modifiant. Je répondrai par tous mes soins à la confiance dont elle m'honore.

M^{me} de Talleyrand est partie dès hier au soir pour donner les premiers ordres à Valençay. Le château est abondamment pourvu de cuisiniers, de vaisselle, de linge de toute espèce. Les princes y auront tous les plaisirs que peut permettre la saison qui est ingrate. Je leur donnerai la messe tous les jours, un parc pour se promener, une forêt très bien percée, mais où il y a très peu de gibier, des chevaux, des repas multipliés et de la musique. Il n'y a point de théâtre, et d'ailleurs il serait plus que difficile de trouver des acteurs. Il y aura d'ailleurs assez de jeunesse pour que les princes puissent danser si cela les amuse.

Sur le premier avis de M. le grand maréchal, je prévins l'inspecteur de la gendarmerie de tenir au complet sa brigade de Valençay, l'invitant à avoir quelques postes aux environs et à donner aux gendarmes l'ordre de veiller attentivement, sans en avoir trop l'air.

Je vais m'informer aussi du préfet², que l'on me dit être à Paris, de ce que peut fournir la garde départementale. Si elle fournit ce qui est nécessaire, je ne ferai point usage de la lettre de Votre Majesté pour le général Walther³. Cent hommes de la garde de Votre Majesté seraient, ce me semble, l'éclat que Votre Majesté veut éviter.

¹ Duroc, duc de Frioul.

² Prouver, chevalier de Pont et baron de Grouard (1759-1843); membre de la Législative; préfet de l'Indre (1805) et préfet de Poitiers pendant les Cent-jours.

³ Général de division, colonel des grenadiers à cheval de la garde impériale; comte de l'Empire le 26 avril 1808.

D'ailleurs, ces hommes, étant à pied, seraient peu utiles pour la sûreté et paraîtraient peut-être n'être pas seulement une garde d'honneur.

Je partirai dimanche pour Valençay, j'y serai certainement lundi ; j'y passerai le nombre de jours que Votre Majesté m'a prescrit.

Je supplie Votre Majesté de recevoir l'assurance, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÈNÈVENT.

Cette lettre du 13 mai fait allusion à une lettre du grand maréchal datée du 8. Nous avons eu la bonne fortune de retrouver l'original de cette dernière dans les archives du château de Broglie, que M. le duc de Broglie avait bien voulu mettre à notre disposition. Elle serait déjà intéressante par elle-même, pour trois raisons : Talleyrand la mentionne, elle précise les ordres qu'il reçut et elle complète sa propre correspondance ; mais elle donne aussi la note des pensées de l'entourage intime de l'Empereur et de ses confiantes illusions.

Bayonne, 8 mai 1808.

Monseigneur,

Toutes les affaires avec l'Espagne étant arrangées, le roi et la reine ne tarderont pas à partir pour Fontainebleau d'abord, et de là pour Compiègne, que l'Empereur a mis à leur disposition, mais qui ne sera prêt qu'au 1^{er} juin.

La résidence des infants don Ferdinand, prince des Asturies, et don Carlos n'étant pas encore déterminée, Sa Majesté, ayant jugé qu'ils ne peuvent pas continuer à rester à Bayonne, désire les envoyer passer quelque temps à Valençay. Quoique Sa Majesté doive vous en écrire, elle m'a chargé de vous en prévenir pour que Votre Altesse donne les ordres afin qu'il y ait quelqu'un pour leur en faire les honneurs et quelques domestiques pour les servir.

Je dois prévenir Votre Altesse que ces princes partiront le 10 ; il y a une cinquantaine de personnes, maîtres et domestiques ; je ne puis pas vous dire le nombre des uns et des autres, car cela est bien difficile à distinguer par la quantité de classes qu'ils ont parmi eux. Les princes sont fort mal outillés pour l'argenterie et la cuisine, étant venus ici à peu près sans bagages.

J'ignore si l'infant don Antonio ¹, qui nous est arrivé hier, les suivra ; il est parti un peu impromptu de Madrid et n'a que trois ou quatre personnes avec lui.

¹ Frère cadet de Charles IV ; prince absolument nul. Il fut interné, comme son neveu Ferdinand, à Valençay.

La reine d'Étrurie ¹ et sa famille, l'infant don Francisque ² et le prince de la Paix suivront le roi.

L'échauffourée de Madrid y a produit beaucoup de bien. Tout cela ira encore mieux lorsque la famille sera éloignée et l'on perdra tout espoir. Les actes et proclamations du père et du fils produiront aussi du bien.

Isquierdo est arrivé, mais lorsque tout était fini. Il ne s'est pas tenu pour battu, et comme son plus grand bonheur est d'être dans les affaires, il a voulu embarrasser ce qui était fait et le recommencer. Mais son grand ami lui-même dit qu'il est fou, et on ne l'a pas écouté.

Vous dire que tout le monde est content, ce serait trop. Le roi, la reine et son parti le sont, les princes indifférents; quelques-uns de leurs officiers mécontents, mais tous ont pris leur parti.

Vous avez ici un collègue, le duc de Frias ³, qui a eu bien de la besogne; dans les premiers jours de l'arrivée de Charles IV, il le couchait et il le levait; il en faisait autant à Ferdinand VII, et il ne fait plus rien à présent.

Je vous renouvelle l'assurance, etc.

DUROC ⁴.

Illusions, ai-je dit en parlant de Duroc; Talleyrand commençait à perdre les siennes. Voilà qu'il appuie sur la déplorable impression que cause dans le monde parisien le 2 mai; il appuie, autant que sa main adroite le sait faire, et la touche légère de sa plume ne peut paraître significative que parce que c'est lui. Il se montre déjà anxieux; il n'est point homme à amener la foule par le tocsin, mais il sonne une petite clochette d'alarme. Rendons-lui la justice de constater qu'elle ne fut point entendue.

Paris, 14 mai 1808.

Sire,

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Majesté le travail de M. d'Hauteville ⁵; il y a joint une note qui indique l'esprit dans lequel la notice a été rédigée.

¹ Marie-Louise-Joséphine de Bourbon (1782-1824), fille de Charles IV. Reine d'Étrurie en 1801 jusqu'en 1807. Duchesse de Lucques en 1817.

² Don Francisco de Paula, le dernier fils de Charles IV (1794-1865).

³ Grand d'Espagne et lieutenant général sous Charles IV. Grand majordome de Joseph et son ambassadeur à Paris, où il mourut en 1811.

⁴ Autographe. *Archives de Broglie*. Papiers de Talleyrand classés par M. de Bacourt.

⁵ Le manuscrit est aux Affaires étrangères, *Espagne*, vol. 674, fol. 355 à 365.

Je partirai demain matin pour Valençay et j'y arriverai la veille du jour où les princes d'Espagne doivent s'y rendre.

Le ministre de l'intérieur me donne une garde départementale tirée de Châteauroux et de Blois parce que la terre appartient aux deux départements. J'aurai autour du château une soixantaine d'hommes de la gendarmerie, commandés par un colonel que l'on me dit être intelligent. Ainsi je ne crois pas avoir besoin de me servir de l'ordre que Votre Majesté avait eu la bonté de m'envoyer relativement à sa garde.

L'impression de Paris sur les affaires de Madrid est toujours la même. Elle a quelque chose de triste qui, dans certains esprits, va jusqu'à une sorte d'étourdissement et qui paraît tenir à la rédaction de la partie « Bulletin » de l'événement de Madrid qui est dans le *Moniteur*. Les mots *quelques* milliers, sans une expression de regret, ont fait généralement de la peine ¹. Du reste, il y a une réflexion que beaucoup de gens font déjà et que tout le monde fera, c'est que cet événement met fin aux séditions en Europe; et cette idée, qui est dans l'intérêt de tous les temps et de tout le monde, remplacera l'impression pénible qui domine aujourd'hui.

Je supplie Votre Majesté de recevoir avec bonté, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÈNÈVENT.

Un officier persan est arrivé aujourd'hui avec des dépêches du général Gardane ². Il part ce soir pour Bayonne. Son nom est Bon-tems; il est officier du génie.

III.

Voilà donc Talleyrand parti pour le Berry. Il y est même arrivé et a reçu les infants Ferdinand, Carlos, Antonio. Ses *Mémoires*, sobres sur les points essentiels, parlent de son émotion.

¹ Voici le passage du *Moniteur* (11 mai 1808) auquel il est fait allusion : « Les 3,000 hommes qui composent la garnison de Madrid avaient suffi pour tout mettre à la raison. On évalue notre perte à vingt-cinq hommes tués, quarante-cinq à cinquante blessés. Celle des révoltés s'élève à plusieurs milliers des plus mauvais sujets du pays. »

² Le général Gardanne (1766-1818), « Claude-Mathieu » et non « Gaspard-André », comme le nomment beaucoup d'historiens trompés sans doute par la *Biographie des contemporains*, avait été, d'après Marbot, page de Louis XVI. Blessé au siège de Gènes, gouverneur des pages de l'Empereur (1804), fut en disgrâce après une imprudence et un échec pendant la guerre de Portugal. Il reprit du service aux Cent-jours, sous le duc d'Angoulême. Il est surtout connu par sa mission en Perse (1807-1809), à laquelle Talleyrand fait allusion et qui avait de l'importance pour les affaires russo-turques.

Ce sentiment est possible, il semble exagéré, à moins qu'un peu de dépit et d'embarras ne l'ait tempéré. Sa curiosité satisfaite et la conviction acquise que ces princes sont de pauvres princes, il éprouve le désir de ne pas s'éterniser à Valençay dans un rôle ingrat, et dès la première heure ne s'en cache pas.

Valençay, 21 mai [1808].

Sire,

L'effet produit par la lettre de Votre Majesté au prince des Asturies est chaque jour plus sensible ¹; les visages se dérident; on parle davantage, les promenades occupent; on fait des projets de chasse; en tout, il y a moins de raideur dans les maintiens, et moins de réserve dans les conversations.

Toutes les mesures de surveillance sont bien prises. Le château et les environs sont de la tranquillité la plus parfaite. Je ne crois pas qu'il y ait un lieu dans le monde où l'on sache moins ce qui se passe en Europe, car on ne suit que les journaux, on ne les comprend guère, et on ne les reçoit que deux fois par semaine. Nos habitants du Berry sont en retard sur toutes choses et surtout sur la politique.

Les princes ont à peu près tout ce qu'ils peuvent désirer. M^{me} de Talleyrand leur fait faire de la musique tous les jours; les boléros, fandangos, etc., se font entendre de tous côtés.

Je commence à trouver mon séjour ici assez inutile. J'y attendrai les ordres de Votre Majesté.

Je supplie Votre Majesté de recevoir l'assurance du profond respect, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT ².

Le ton dégagé à plaisir de son récit montre son dédain de sa mission. Le prince de Bénévent n'est pas fait pour monter la garde, et le vice-grand électeur a d'autres charges à exercer dans l'empire que de distraire des Espagnols désœuvrés. Par malheur, l'Empereur ne semble pas d'humeur à le penser, il a déclaré que « recevoir trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang, » et il manifeste, en cette occasion, une arrogance dont les éclaboussures atteignent l'intermédiaire. De

¹ C'était une lettre banale (14 mai 1808), où Napoléon laissait entrevoir la possibilité d'un mariage pour Ferdinand.

² Ce billet, autographe comme ceux qui précèdent, n'est pas dans les cartons de la série AF IV, mais au Musée des archives, sous le n° 1535.

geôlier, M. de Talleyrand devient facteur; une lettre assez confiante de Ferdinand attire la remontrance suivante : « Le prince, en m'écrivant, m'appelle son *cousin*; cela est ridicule, il doit simplement m'appeler *Sire* ¹. » — On croit entendre Cambacérés, bienveillant envers un camarade d'enfance : « En public, dites *Votre Altesse*; mais quand nous serons seuls, vous pouvez dire simplement : *Monseigneur*. » — Le descendant des comtes de Périgord devait avoir sur les lèvres un singulier sourire en lisant ces mouvements d'une vanité aussi sincère, mais il n'avait qu'à se conformer à leurs exigences :

Valençay, 31 mai 1808.

Sire,

Les ordres de Votre Majesté seront exécutés dès aujourd'hui dans une lettre que le prince Ferdinand a l'honneur d'écrire à Votre Majesté et dans laquelle il doit suivre le protocole convenable.

La journée des princes s'arrange chaque jour de manière à leur être plus agréable. Le matin, les deux jeunes princes prennent des leçons de danse; le prince Ferdinand y ajoute des leçons de musique. L'après-midi, ils montent à cheval ou se promènent en calèche. Hier ils ont fait une partie de pêche. Le soir, ils font danser chez eux et se dispensent de danser eux-mêmes. En tout, ils montrent de la satisfaction. Leurs entours parlent de la prise de possession de Navarre ². Souvent on me questionne sur cet objet.

Je supplie Votre Majesté de recevoir, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

Les jours et les semaines, même les mois, ont passé. Joseph Bonaparte est nominalement roi d'Espagne; son royaume est tout entier en insurrection; de sa capitale il a fallu sortir; les armées françaises viennent de subir l'échec moral de Baylen; l'Empereur s'est éloigné de Bayonne, déjà soucieux, encore confiant; à Valençay, les princes mènent leur vie de réclusion et, prisonnier à sa façon, leur gardien sent croître son ennui.

¹ Dans ses *Mémoires* (I, p. 386), Talleyrand place l'épisode de cette remontrance impériale à son retour de Nantes, c'est-à-dire à la fin d'août. Il faut avancer cette date de trois mois : au milieu de mai.

² Les stipulations de Bayonne avaient promis aux Infants le château de Navarre, l'ancienne terre des ducs de Bouillon, près d'Évreux. Il ne leur fut jamais donné. Pour l'impératrice Joséphine, on l'érigea en duché et en majorat au commencement de 1810.

Valençay, 16 août 1808.

Sire,

J'ai remis au prince Ferdinand la lettre que Votre Majesté m'avait fait l'honneur de me remettre pour lui. Je l'ai trouvé fort peu au courant des affaires d'Espagne. J'ai pu lui parler plusieurs fois du grand nombre de troupes que Votre Majesté envoyait en Espagne pour détruire complètement les efforts que faisaient les Anglais. Ce matin, les princes ont appris par leur pourvoyeur, qui était allé à Châteauroux, que M. d'Azanza et M. Urkiko (*sic*)¹ y avaient passé. Ils font sur ce voyage mille conjectures ; comme je leur ai dit que je l'ignorais, cela a arrêté leurs questions.

Votre Majesté m'ayant paru trouver qu'il n'y avait point d'inconvénients à ce que je me rendisse à Paris, mon projet serait d'y aller à la fin de la semaine. Je n'ai pu voir Votre Majesté qu'un moment depuis quatre mois, et j'ai un grand désir de me retrouver plus près d'elle. M^{me} de Talleyrand resterait ici quelques jours de plus que moi, pour que le château ne prenne pas tout à coup l'air monacal qu'il aura quand il n'y aura plus que des hommes.

On ignore ici l'affaire du général Dupont : on sait que les rebelles ont eu des avantages, mais tous les détails ne sont point parvenus à leur connaissance. En général, ils forment leurs conjectures sur ce que disent et ne disent pas les journaux.

Je supplie Votre Majesté de recevoir, etc.

CHARLES-AURICE, PRINCE DE BÉNÉVENT.

Voilà la dernière lettre de cette correspondance de quatre mois. Soit à Paris pour préparer l'opinion et donner des nouvelles, soit à Valençay pour entourer d'un *decorum* de vieille aristocratie la prison des infants, M. de Talleyrand a rempli un rôle en somme assez mesquin. Alors il le trouvait trop effacé au gré de son ambition ; plus tard sa prudence s'efforcera d'en atténuer encore la portée. La vérité est entre ces deux sentiments. A certaines phrases on devine sinon toute son action, du moins sa manière et son jeu ; le chancelier Pasquier paraît ne s'être pas trompé sur son compte :

¹ Joseph-Michel de Azanza suivit d'abord la carrière diplomatique, puis celle des armes : ministre de la guerre en 1795, vice-roi du Mexique, ministre des finances dans le ministère formé par Ferdinand au mois d'avril 1808, à Bayonne, rallié à Joseph et son ministre de la justice, ministre des affaires étrangères. Exilé par Ferdinand VII en 1814.

Le chevalier Louis d'Urquijo avait été ministre des affaires étrangères de Charles IV en 1799 ; il fut, en juin 1808, premier secrétaire d'Etat de Joseph.

« Je le voyais alors assez souvent chez une de mes parentes, femme de beaucoup d'esprit. Dans cette espèce d'intimité, ses véritables dispositions n'étaient pas difficiles à pénétrer et j'avais facilement reconnu que, dévoré par le désir de blâmer, il n'était un peu retenu que par les engagements nés de ses actes et de ses discours antérieurs. Ainsi les affaires d'Espagne ne pouvaient échapper à sa critique, qui n'était que trop fondée ; ses sarcasmes plus ou moins piquants portaient sur l'inhabileté et la gaucherie de M. de Champagny et de M. Maret. Elle s'arrêtait donc à la manière dont l'affaire était conduite, sans en attaquer le fond, et cette réserve lui était d'autant plus commandée que l'idée de l'envahissement du royaume espagnol et de l'expulsion de la maison de Bourbon non seulement ne lui était pas étrangère et n'avait jamais été blâmée par lui, mais que, suivant toutes les apparences, la conception première lui en appartenait.... Il aura sans doute articulé une phrase qu'il affectionnait beaucoup, car je la lui ai entendu répéter maintes et maintes fois : « La couronne d'Espagne a appartenu depuis Louis XIV à la famille qui régnait sur la France. C'est une des plus belles portions de l'héritage du grand Roi, et cet héritage, l'Empereur doit le recueillir tout entier ; il n'en doit, il n'en peut abandonner aucune partie. » J'ai la certitude que Napoléon a de son côté souvent prononcé cette même phrase. Tous deux l'avaient donc également adoptée : à qui des deux appartient-elle à l'origine ? Sans rien assurer, on peut dire au moins qu'elle porte le cachet de M. de Talleyrand. »

Et dans une note (je la reproduis d'autant plus volontiers qu'elle vise tout justement les documents originaux dont je donne pour la première fois le texte), le chancelier Pasquier précise bien où il a puisé sa conviction :

« Depuis que ceci a été écrit, j'ai eu l'occasion de parcourir (en 1829) la correspondance qui avait eu lieu entre M. de Talleyrand et Napoléon, pendant le séjour de ce dernier à Bayonne ; il en résulte clairement que non seulement il n'y eut point alors, de la part de M. de Talleyrand, l'ombre d'une objection contre le système que Napoléon avait adopté, mais que ce système, au contraire, avait sa pleine approbation ¹. »

¹ *Histoire de mon temps*, t. I, chap. xiii.

Tout : textes originaux et commentaires des contemporains, permet de conclure, autant qu'on le peut faire avec un personnage aussi ondoyant, que son désir de jouer un grand rôle le porta à entretenir, sinon à allumer contre l'Espagne, voisin affaibli du « grand empire, » la passion conquérante de Napoléon ; sa courtoisie lui fit accepter froidement les procédés de fourberie et les moyens de trahison, son habileté mit tous ses soins à limiter les risques de l'entreprise, sa prévoyance à dissimuler sa main dès la première heure de l'insuccès. Ambition, flatterie et adresse demeurent vaines, car son nom reste attaché à l'aventure ; ses intimes l'en croyaient capable, ses ennemis n'ont jamais rencontré de justification qui les rendit muets, et les documents de l'histoire, comme les lettres autographes qui précèdent, ne nous le montrent susceptible de scrupules que dès qu'il aperçoit un danger à les faire taire ou un avantage à les afficher.

GEOFFROY DE GRANDMAISON.
